



Zones de santé (ZS) de Kambala, Logo, Mahagi et Rimba Territoire de Mahagi Province d'Ituri, République Démocratique du Congo (RDC)

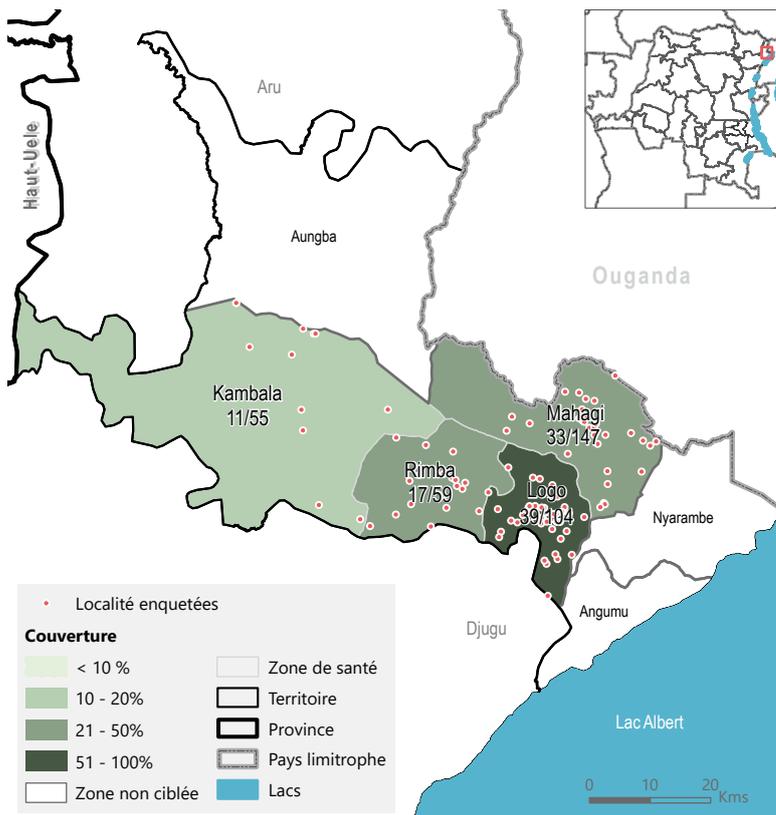
SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

Dans le territoire de Mahagi, 85% des localités évaluées ont été affectées par un choc, causé par des conflits armés dans une large majorité des cas. En outre, les conflits armés étaient la cause la plus souvent mentionnée pour expliquer la présence des personnes déplacées internes (PDI)¹ dans le territoire de Mahagi au cours du mois précédant la collecte de données. Ces déplacements internes accroissent les pressions sur les ressources (alimentaires, abris, etc.) qui s'ajoutent aux vulnérabilités préexistantes.

- 99%** où la présence de PDI a été rapportée
- 72%** où la faim était rapportée comme importante avec des options limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture
- 55%** où la majorité de la population utilisait une source non-améliorée ou une eau de surface comme source d'eau principale pour boire
- 67%** où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps
- 65%** où les frais de scolarité étaient rapportés comme la principale difficulté qui limitait l'accès à l'éducation pour la majorité des filles
- 40%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données

* en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



CONTEXTE

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis en place un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu dans les ZS de Kambala, Logo, Mahagi et Rimba du 18 au 31 janvier 2024, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur **212 enquêtes conduites à distance auprès d'informateurs clés (IC) dans 103 localités réparties dans 4 ZS du territoire de Mahagi**. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance approfondie et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en [page 8](#).

NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une **période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

¹ Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **85%** des localités évaluées, la population a été affectée par un choc. Ces chocs correspondaient dans **86%** des cas à des conflits armés et dans **9%** des cas à des rumeurs (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée des groupes armés, etc). Cela a entraîné un large départ de plus de la moitié de la population dans **93%** des localités concernées.

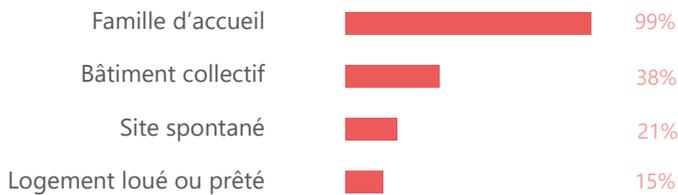
Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **99%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Parmi les localités dans lesquelles la présence de PDI a été rapportée, une meilleure situation sécuritaire et la présence de la famille étaient respectivement rapportées dans **86%** et **48%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. De plus, un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine a été rapporté comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci, dans **96%** des localités concernées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées¹ : (102 localités concernées)



Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées² : (plusieurs réponses possibles, 102 localités concernées)



L'arrivée récente (depuis moins de 3 mois) de PDI ou de personnes retournées a eu un fort impact sur les ressources alimentaires dans **51% (30/58)** des localités concernées. La majorité de la population hôte était prête à assister les déplacés (PDI, retournés, réfugiés et rapatriés) aussi longtemps que nécessaire dans **60%** des localités concernées.

ZS d'origine des PDI arrivés en % des localités évaluées, top 4 : (102 localités concernées)

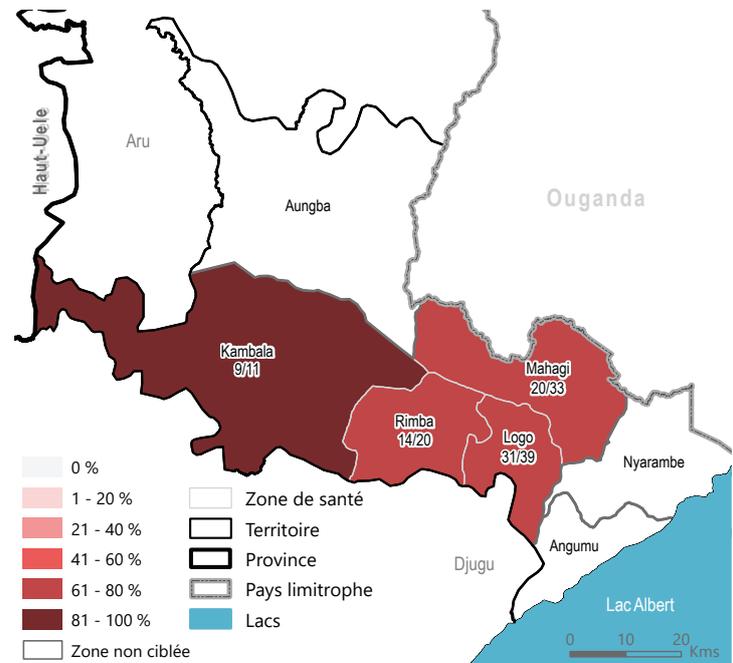


Personnes retournées

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées³ dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées¹ : (74 localités concernées)



% de localités évaluées dans lesquelles des personnes retournées ont été rapportées comme présentes au cours du mois précédant la collecte des données : (103 localités concernées)



La présence de personnes retournées a été rapportée dans **72%** des localités évaluées.

Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées² : (plusieurs réponses possibles, 74 localités concernées)



¹ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

² Les lieux avec moins de 5% de réponses ne sont pas présentés.

³ Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.

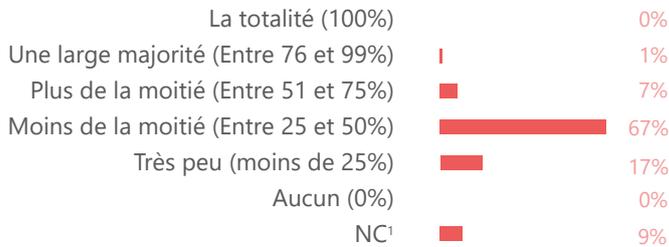


Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'agriculture était l'une des principales sources de revenu des ménages pour la majorité des localités évaluées (**97%**) selon les IC. Dans une majorité des localités évaluées (**83%**), des destructions de cultures au cours des 3 derniers mois avaient été rapportées par les IC, principalement causées par des inondations (**38%**) et des affrontements armés dans la zone (**20%**). En outre, dans **72%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la faim était importante et que les options étaient limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture. De ce fait, les IC ont rapporté que différentes stratégies de survie avaient été utilisées par la population de leur localité.

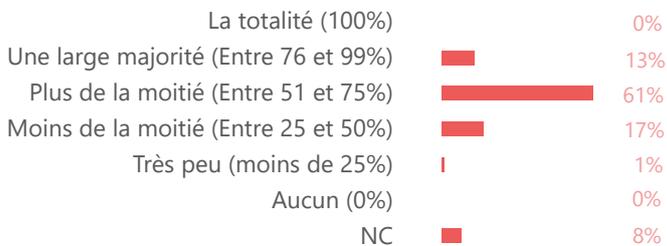
Proportion rapportée de ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées :

(103 localités concernées)



Proportion rapportée de ménages ayant pratiqué l'agriculture, en % de localités évaluées :

(103 localités concernées)



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées² :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	3%	21%
Accès aux terres non sécurisé	34%	6%	6%
Manque de semences et / ou d'outils	14%	17%	12%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	13%	17%	1%
Manque de main d'œuvre	1%	3%	11%
NC	20%	32%	30%

Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées³ :



¹ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

² La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les réponses qui n'ont pas été soulevées dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

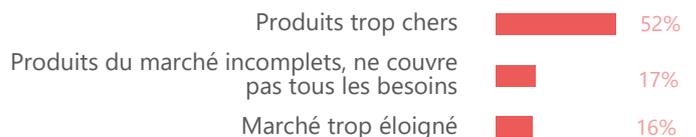
³ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

Différentes stratégies d'adaptation utilisées par la majorité des ménages pour faire face au manque de nourriture², en % de localités évaluées, par ZS :

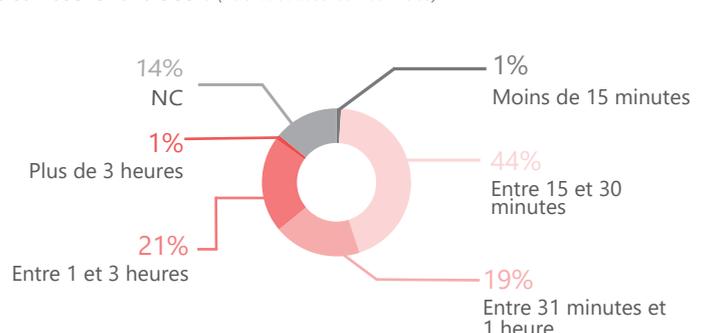
	Kambala	Logo	Mahagi	Rimba
Diminuer le nombre de repas par jour et /ou les quantités de nourriture par repas	100%	87%	79%	70%
Envoyer les enfants manger chez des voisins	9%	13%	12%	20%
Demander de la nourriture ou de l'argent auprès de personnes non apparentées	9%	13%	18%	20%
Envoi de membres de la famille vers des camps de déplacement pour obtenir de l'aide	9%	10%	0%	0%
Consommer des semences destinées à la prochaine saison ou récolter des cultures pas encore mûres	0%	10%	0%	10%
NC	9%	5%	12%	10%

Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :

(3 réponses les plus souvent citées, 103 localités concernées)



Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :



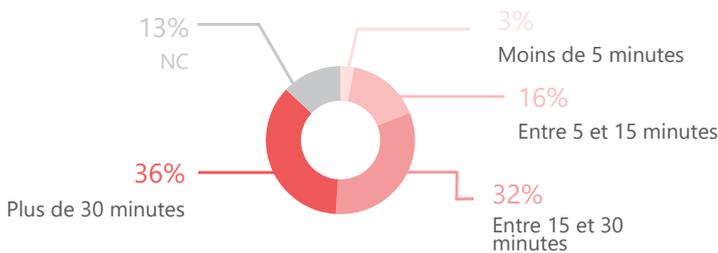


Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la majorité de population pour boire, en % des localités évaluées, **par ZS** :

	Kambala	Logo	Mahagi	Rimba
Source améliorée ¹ (protégée de l'extérieur)	18%	23%	30%	50%
Source non-améliorée ²	45%	33%	33%	15%
Eau de surface	27%	33%	24%	5%
NC	9%	10%	12%	30%

Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées : (103 localités concernées)



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté	2%	26%	33%
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop long	51%	7%	6%
Manque de récipients	7%	20%	16%
Qualité de l'eau / eau non-potable	7%	13%	12%
Les points d'eau ne fonctionnent pas, sont fermés	3%	10%	3%
NC	17%	14%	23%

Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁵ : (87 localités concernées)

Installations impropres/non-hygiéniques	95%
Installations non-fonctionnelles	47%
Manque ou absence d'installations	17%

Selon les IC, dans **84%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques et non-acceptables³ pour satisfaire leurs besoins, alors que **11%** pratiquaient la défécation à l'air libre, notamment à Logo (**7/39**). Par ailleurs, dans respectivement **84%** et **61%** des localités où l'usage de latrines par la majorité de la population a été rapporté par les IC (**87**), les principaux problèmes étaient les matières fécales et l'eau stagnante, selon les IC.

Parallèlement, la majorité de la population ne disposait pas de savon et / ou de système fonctionnel de lavage des mains dans **86%** des localités évaluées.

Santé

Dans **90%** des localités évaluées, la majorité de la population avait accès à des soins lorsqu'elle en avait besoin, selon les IC. Aussi, la majorité de la population pouvait rejoindre une structure de santé fonctionnelle à moins d'une heure de marche à pied dans **93%** des localités évaluées. Enfin, dans **73%** des localités évaluées, la moustiquaire était utilisée par la majorité de la population pour lutter contre les maladies à transmission vectorielle.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes ont accouché, en % des localités évaluées : (103 localités concernées)

Dans une structure de santé	94%
À domicile, avec la présence de personnel qualifié	4%
À domicile, sans personnel qualifié présent	2%

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire	2%	36%	40%
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments etc.)	85%	7%	4%
Manque de médicaments et / ou des matériels médical disponibles	4%	31%	6%
Qualité insuffisante de soins fournis	0%	3%	17%
NC	4%	15%	13%

¹ Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puit creusé couvert, puit à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échope/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

² Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puit creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

³ Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.

⁴ La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les réponses qui n'ont pas été soulevées dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

⁵ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

Protection

Dans **67%** des localités évaluées, il y a eu au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués, principalement du fait de la criminalité (**55%**). C'était le cas dans 13 localités évaluées sur 19 dans la ZS de Mahagi, suivie par la ZS de Rimaba (9/15). Dans **70%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'il y a eu au moins un incident où au moins une habitation a été pillée, incendiée ou détruite.

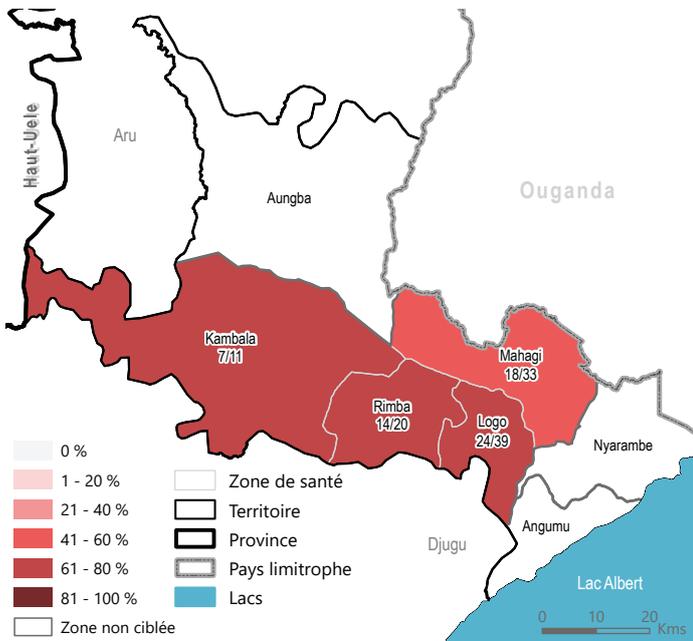
La majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement dans **61%** des localités évaluées. C'était dans respectivement **14/20, 7/11, 24/39 et 18/33** des localités évaluées des ZS de Rimba, de Kambala, de Logo et Mahagi. Dans **90%** des localités concernées, la crainte pour la sécurité était rapportée par les IC comme raison limitant les mouvements de la majorité de la population. Enfin, les IC ont rapporté la présence de restes d'explosifs de guerre dans **43%** des localités évaluées.

Dans **94%** des localités évaluées, la présence de mineurs non-accompagnés a été signalée. Une partie des enfants a été impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique dans **74%** des localités évaluées.



Dans **67%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

% de localités évaluées où la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement, par ZS : (103 localités concernées)



Dans **18%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc.) de gestion de plaintes et /ou de médiation auquel se référer.

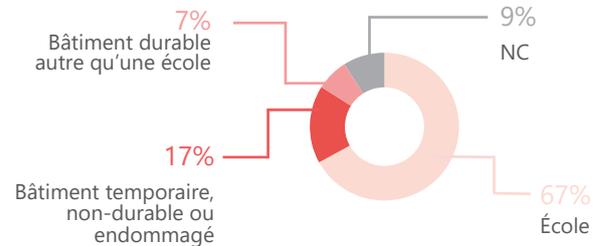
¹ Aucun : 0%. / Très peu : Entre 1 et 24%. / Moins de la moitié : Entre 25% et 50%. / Plus de la moitié : Entre 51% et 75%. / Une large majorité : Entre 76% et 99%. / La totalité : 100%.

² Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

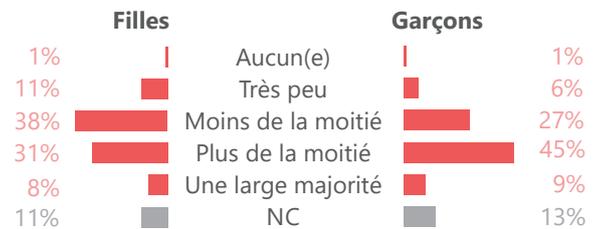
Éducation

Dans **91%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants.

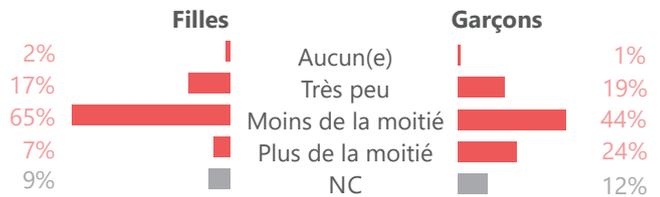
Principal type de lieu utilisé pour l'éducation de la majorité des enfants (6-11 ans) ayant accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées : (94 localités concernées)



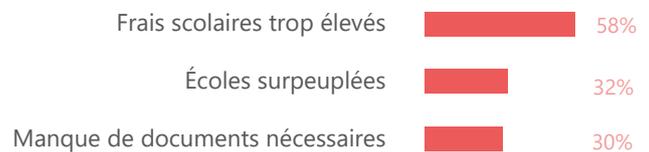
Proportion¹ des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées : (103 localités concernées)



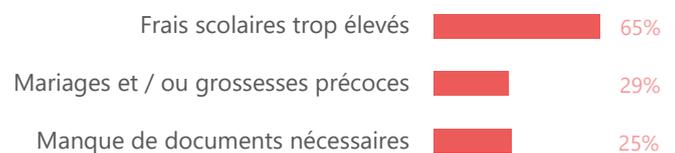
Proportion des filles et garçons de 12 à 17 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées : (103 localités concernées)



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des garçons, en % de localités évaluées² : (103 localités concernées)



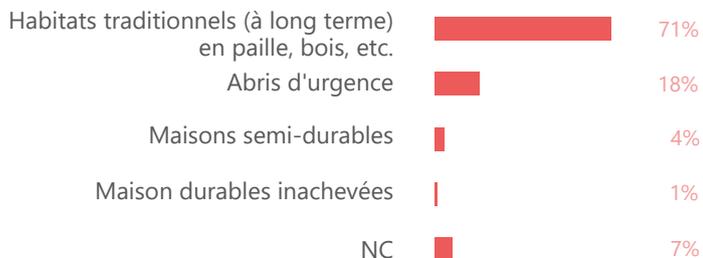
Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles, en % de localités évaluées² : (103 localités concernées)



Abris

Dans **99%** des localités où la présence de populations autochtones avait été rapportée par les IC (**102**), la majorité de cette dernière ne disposait pas de support de couchage et de couverture. Cette proportion était de **91%** (93/102) pour les personnes déplacées (PDI et /ou retournées).

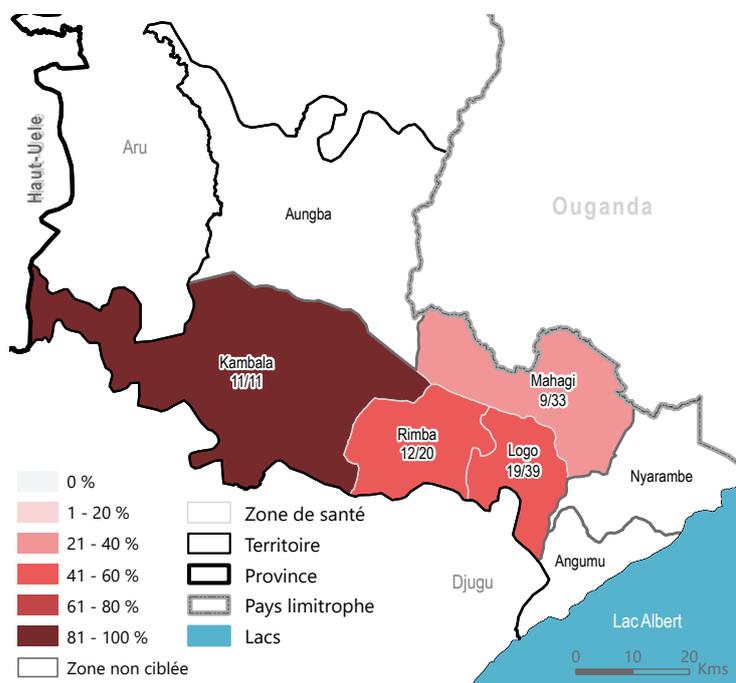
Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone / hôte, en % des localités évaluées : (102 localités concernées)



Principal type de combustible utilisé pour cuisiner et se chauffer par la majorité de la population, en % de localités évaluées : (103 localités concernées)



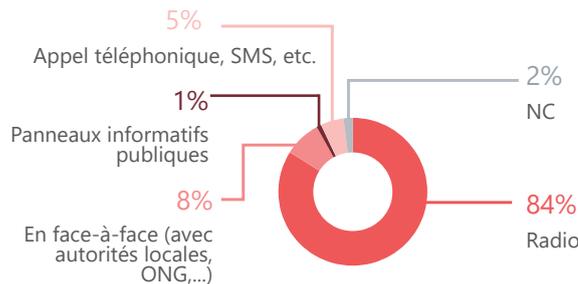
% des localités évaluées ayant bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données, par ZS : (103 localités concernées)



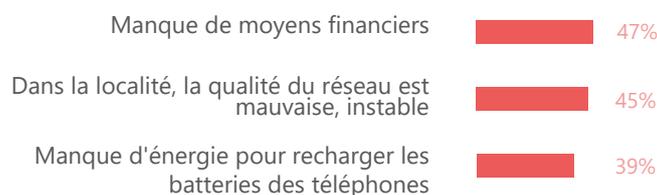
Dans **50%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données. Parmi les localités concernées selon les IC, l'aide n'a pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**35%**) et était jugée insuffisante en quantité (**31%**), ou encore en qualité et en quantité (**25%**).

Redevabilité et communication

Moyen préféré pour recevoir des informations selon les IC, en % de localités évaluées : (103 localités concernées)



Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées¹ : (103 localités concernées)



Dans **12%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **66%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance, en % de localités évaluées² :

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	36%	14%	1%
Eau	16%	16%	23%
Accès à des moyens financiers (Cash)	15%	18%	6%
Semences et/ou outils aratoires	4%	6%	13%
Soins médicaux	3%	8%	14%
Articles Ménagers Essentiels ou d'hygiène (casseroles, bidons, habits, etc.)	0%	18%	11%
NC	21%	16%	18%

¹ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

² La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.



Résumé des résultats clés et triangulation avec des données secondaires

Déplacements

Selon les IC, dans les localités où la présence de PDI a été rapportée, le départ de ces dernières était principalement dû aux **conflits armés**, notamment dans la ZS de Logo avec **39/39** localités évaluées, suivi de Mahagi avec **31/32** localités concernées. En juin 2023, selon le rapport de l'équipe d'analyse des crises de Mercy Corps sur [le rapport mensuel de déplacement](#), les attaques de groupes armés contre les populations civiles dans le territoire de Mahagi avaient provoqué le déplacement de 3 900 ménages, dont **1 905** ménages dans la ZS de Logo et **1 995** ménages dans la ZS Rimba. D'après les IC interrogés en janvier 2024 dans la ZS de Logo, la population déplacée était majoritairement originaire d'une localité de cette même ZS.

Sécurité alimentaire

La situation de la faim restait préoccupante dans une grande majorité des localités évaluées. En effet, cette évaluation a montré que moins de la moitié des ménages avait accès à suffisamment de nourriture dans **83%** des localités évaluées. La réduction du nombre de repas par jour et / ou des quantités de nourriture par repas était rapportée comme stratégie d'adaptation dans **83%** des localités évaluées pour faire face au manque de nourriture. En octobre 2023, [le rapport du 22ème cycle d'analyse IPC de la sécurité alimentaire](#), indiquait que plus de 1,3 million de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans l'ensemble de la province de l'Ituri. Le même rapport montre qu'entre juillet et décembre 2023, **335 428** personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans la ZS de Mahagi soit **30%** de la population de la ZS.

EHA

D'après cette évaluation, **55%** des localités évaluées utilisaient principalement des sources d'eau non-améliorées ou une eau de surface comme source d'eau principale pour boire. Cela a été signalé dans **8/11** localités évaluées dans la ZS de Kambala, **19/33** localités évaluées dans la ZS de Mahagi, **26/33** localités évaluées dans la ZS de Logo et **4/20** localités évaluées dans la ZS de Rimba. Par ailleurs, en mai 2023, selon le rapport de OCHA sur [la situation humanitaire dans la province de l'Ituri](#), près de 10 000 personnes déplacées dans l'aire de santé de Buu (zone de santé de Logo, territoire de Mahagi) avaient besoin d'installations d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Ces personnes déplacées n'avaient bénéficié d'aucune assistance depuis janvier 2023, en raison notamment des limitations d'accès. En outre, selon la présente évaluation, la majorité de la population (**84%**) utilisait des latrines non-hygiéniques et non-acceptables. Cela a été signalé dans **30/33** des localités évaluées dans la ZS de Mahagi, **10/11** des localités évaluées dans la ZS de Kambala, **17/20** des localités évaluées dans la ZS de Rimba et **30/39** des localités évaluées dans la ZS de Logo.

Abris

Les besoins en abris demeuraient importants dans le territoire de Mahagi. En effet, selon la présente évaluation, dans respectivement 99% et 58% des localités où la présence de PDI et de personnes retournées avait été rapportée, les IC ont déclaré que la majorité logeaient chez des familles d'accueil. Toutefois, dans 82% des localités où la présence de personnes déplacées avait été rapportée, la majorité de la population autochtone ne disposait pas de supports de couchage et de couverture. De plus, en septembre 2023, selon le rapport de OCHA sur [l'intensification de la réponse humanitaire dans la province de l'Ituri](#), plus de 4 300 personnes étaient déplacées à l'intérieur de la ZS. Ces personnes vivaient dans des familles d'accueil et avaient besoin de nourriture, d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Protection

Dans **97%** des localités évaluées du territoire de Mahagi, les informateurs clés ont rapporté que l'amélioration de la sécurité dans la localité de retour était la principale raison qui expliquait la présence de personnes retournées dans cette localité. Toutefois, selon le rapport de situation de OCHA de décembre 2023 sur [l'intensification de la réponse humanitaire dans la province de l'Ituri](#), plus de **60%** des incidents documentés ont touché les populations retournées entre le 16 et 22 novembre 2023, dans le territoire de Mahagi. La majorité des personnes retournées, toujours selon ce rapport était soumise à des travaux forcés, à l'imposition de taxes illégales, à des pillages et à des incendies. Selon les acteurs de protection, les personnes retournées étaient particulièrement exposées à des risques de protection à leur retour comme, les extorsions, les homicides et le risque de combat entre l'armée régulière et des groupes armés dans leurs milieux de retour.

Éducation

Au cours du dernier mois, selon les IC, la proportion de garçons et de filles en âge d'aller à l'école secondaire (12 à 17 ans) ayant suivi régulièrement une éducation formelle dans les localités évaluées, pour les garçons, était de 44% et celle des filles de 65% dans le territoire de Mahagi. En outre, en septembre 2023, selon [le rapport annuel 2023 de FEDYPROS](#), environ 70 % des écoles étaient occupées par les déplacés avec comme conséquence la destruction des salles des classes et l'usage des pupitres comme de bois de chauffe. Selon le rapport de OCHA en octobre 2023 sur [l'intensification de la réponse humanitaire dans la province de l'Ituri](#), l'émergence de la violence et de la pauvreté avaient permis aux parents de ne plus scolariser leurs enfants, ces derniers étaient exposés à des risques de protection, tels que l'exploitation économique et sexuelle, les violences sexuelles basées sur le genre et l'enrôlement dans des groupes armés.

Profils des IC enquêtés.es

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)

Agriculture	■	25%
Autorité traditionnelle	■	12%
Professeur / maître d'école	■	11%
Pas de profession	■	11%

212 IC



85% Hommes
15% Femmes

Le statut de déplacement des IC est :

Personne autochtone	■	75%
PDI	■	18%
Personne retournée	■	6%

Méthodologie

Le projet de suivi de la situation humanitaire mis en œuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de référence](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "zone de connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats

présentés dans ce document pour chaque indicateur portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non-consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par ZS ;
- Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

À l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 10% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

Publications HSM

Nord Kivu et Sud Kivu, Mars 2024	Fiche d'information
Sud Kivu, Janvier 2024	Fiche d'information
Nord Kivu, Janvier 2024	Fiche d'information
Sud Kivu, Décembre 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Décembre 2023	Fiche d'information
Ituri, Décembre 2023	Fiche d'information
Maniema, Décembre 2023	Fiche d'information
Ituri, Novembre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Novembre 2023	Fiche d'information
Sud Kivu, Novembre 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Novembre 2023	Fiche d'information
Sud Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Septembre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Avril 2023	Fiche d'information
Sud Kivu, Avril 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Avril 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Mars 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Février 2023	Fiche d'information
Ituri, Février 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Février 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Janvier 2023	Fiche d'information
Sud Kivu, Janvier 2023	Fiche d'information

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).